



INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

C'EST AU CAPITAL DE



Le rebond de crise économique et sanitaire en cours est un révélateur des ajustements des politiques menées par le capital pour servir les monopoles. Comme en 2008, mais sous des formes adaptées, des plans de relance sont élaborés pour sauver les monopoles et leurs sous-traitants PME.

Cette fois-ci, les émissions de dette publique battent des records (et gonflent la bulle financière), les dogmes budgétaires de l'UE sont laissés de côté (pour l'instant), et c'est toujours l'argent public qui vient alimenter directement des capitaux privés (renflouement direct avec le fonds de solidarité, les prêts de l'Etat et les obligations, support de nouvelles filiales avec le plan de relance Macron).

Le « quoi qu'il en coûte » tombe le masque de l'« incontournable » rigueur et de l'austérité ; en réalité, tout cela est un moyen de duper les masses sur les causes de leurs souffrances, quelles que soient les politiques menées, à savoir les profits des monopoles, le capitalisme.

Le néolibéralisme appliqué par le gouvernement Macron-Castex est le libéralisme de l'époque des monopoles ; contrairement aux discours de la « gauche », il n'est pas le libéralisme classique pré-monopoles ; et contrairement aux discours des néolibéraux sur le prétendu « moins d'Etat », ce néolibéralisme a ajouté dans sa besace l'intervention économique de l'Etat, résultat du stade impérialiste du capitalisme, réalisant des liens encore plus étroits et directs avec la fraction dirigeante de la bourgeoisie.

La chute du tabou sur la dette publique cache le fait que l'Etat est devenu une source d'accumulation du capital pour les monopoles : les investissements sont garantis par les impôts des classes populaires ; et avec la suppression de l'ISF, les exonérations et évasions fiscales dont profitent les monopoles alourdissent encore la charge financière qu'on fait peser sur le travailleur. La dette émise finance en grande partie des monopoles capitalistes sous divers prétextes, ce qui constitue un transfert pur et simple de liquidités des revenus des exploités vers les exploités. L'Etat confirme sa condition de conseil d'administration des affaires des capitalistes, en arrosant d'aides publiques et de prêts garantis les fiers « champions » de l'industrie.

Le chômage partiel a été financé sur la dette de la Sécurité sociale, qui dans le meilleur des cas, sera payée par les cotisations des salariés. Vendu comme un atout pour les salariés, ce chômage partiel permet aux employeurs de se débarrasser de près de 36% de leur masse salariale à volonté et sans contrepartie. Dans le

pire des cas, pour la classe ouvrière, ce sera la disparition pure et simple de la Sécurité sociale sous prétexte de son « insoutenable financière ». Le pourboire de 100 euros, annoncé par le gouvernement pour début 2022, qui ne compensera nullement l'inflation subie, sera payé également en partie par la Sécurité sociale.

Dans le même temps, le président Macron se félicite d'une baisse du chômage, alors qu'il ne s'agit que d'un mirage, la précarité des contrats à temps partiel et des CDD n'étant simplement pas prise en compte, et l'augmentation des inscrits à Pôle Emploi en catégorie C (travaillant moins de 72 heures par mois) indiquant une hausse de la grande précarité. La destruction du Code du travail, la réforme des retraites et l'atteinte aux droits syndicaux étant dans le viseur des capitalistes et de l'ensemble des candidats préférés par les monopoles, tout indique qu'une grande offensive capitaliste est en approche dès l'année prochaine.

La mise au pas des travailleurs et travailleuses et le parasitisme du grand capital sont accompagnés de très inquiétantes évolutions des outils que se donnent les capitalistes pour assurer leur domination sur l'ensemble de la société, et en premier lieu sur le peuple travailleur. Si les successifs gouvernements du mandat présidentiel en cours avaient déjà donné des signaux clairs de fascisation - loi « séparatisme », loi « sécurité globale », approbation des brutalités policières et alliance avec les syndicats policiers réactionnaires, harcèlement autoritaire des travailleurs non vaccinés -, on assiste actuellement à une radicalisation du débat politique bourgeois, qui ne se limite pas à l'ultra-droite, mais qui représente une vraie déclaration de

guerre de la classe bourgeoise contre la classe ouvrière.

Quel que soit l'élu en mai prochain, le pouvoir de la bourgeoisie se maintiendra tant que l'Etat capitaliste sera debout. Libéralisme, keynésianisme ou néolibéralisme, la dictature du capital demeure et s'accroît. Certains ont passé des décennies à dénoncer telle ou telle politique d'Etat ; il nous faut, nous communistes, combattre ces politiques, rappeler leur lien avec la dictature de classe exercée par l'Etat bourgeois, au service des monopoles. Derrière le masque des différentes politiques économiques se cache un visage plus effrayant : celui d'un Etat bourgeois prêt à toutes les exactions et spoliations contre la classe ouvrière et les couches populaires pour augmenter les profits de ses maîtres.

Nous n'avons pas à attendre d'homme providentiel ; ce ne sera pas une seule personne, quelles que soient ses propositions et la compétence de son équipe, qui en finira avec une machine d'oppression perfectionnée pendant plus de deux siècles. Les grandes promesses faites en temps de campagne sont autant de leurres que se donne la dictature du capital pour faire adhérer les masses opprimées concernées par le suffrage universel.

Quels que soient notre nationalité, notre secteur professionnel, notre lieu d'habitation, quel que soit le résultat des élections, seule la lutte générale des travailleurs peut faire reculer la politique du capital et nous délivrer de sa dictature !

SOMMAIRE

- P. 2 : Les travailleurs continuent la lutte !
- P. 3 : Assurance-chômage / Conseil d'Etat / Inégalités salariales femmes - hommes
- P. 4 : Passe sanitaire / Budget 2022 : budget de classe, budget de guerre / CAC40
- P. 5 : Mises en examen de collaborateurs de Macron
- P. 6 : Des sous-marins en eaux troubles...
- P. 7 à 10 : Encart spécial « Le PCRF en action dans les masses »
- P. 11 : L'éducation, thème de débat autour du programme du PCRF
- P. 12 : Dictature du capital : formes variables, même contenu de classe !
- P. 13 : Pédo-criminalité dans l'Eglise catholique
- P. 14 : Le Brexit et ses effets
- P. 15 : L'UE, ennemie des peuples
- P. 16 : La Commune de Paris (dernière partie) : un Parti dirigeant

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

